

313

E 2300 Madrid, Archiv-Nr. 8

*Le Chargé d'affaires a. i. de Suisse à Madrid, E. Fontanel,
au Chef du Département politique, G. Motta*

RP n° 31

Fuite du Gouvernement

Madrid, 7 novembre 1936

Le sort en est jeté. Le Gouvernement est parti pour Valence. Quoiqu'on s'attendît depuis longtemps à cet événement, il a causé une profonde impression, car il est sans doute le signal de la fin. La nouvelle nous fut communiquée par une let-



tre du Ministre d'Etat, en date d'hier, le 6 novembre, remise ce matin à 11¹/₂ h. à l'Ambassadeur du Chili par le Secrétaire général du Ministère, M. de Ureña. Cette lettre est brève. En cinq lignes elle communique que dorénavant la capitale sera transférée à Valence. Le Sous-Secrétaire déclara au doyen que désormais Madrid devait être considérée seulement comme un chef-lieu de province et que pour toutes les questions de sécurité et d'organisation, le Corps Diplomatique devait s'adresser au Directeur général de sécurité *[sic]*; pour les affaires politiques, il conviendrait de se mettre en rapport avec le gouvernement à Valence. Nous voici donc devant le fait accompli. Le Corps Diplomatique reste ébahi devant l'action du gouvernement qui sans plus marquer aucune forme de courtoisie ni plus donner des assurances quant à la sécurité, s'enfuit ailleurs. Il se rappelle à ce propos la promesse formelle de M. Alvarez del Vayo¹, faite aussi au soussigné, d'informer le Corps Diplomatique en temps utile pour qu'il puisse se mettre en sécurité. Ce gouvernement se couvre de boue. Impuissant à contenir les masses dont il a déjà avant l'insurrection stimulé les appétits les plus grossiers, il doit céder lui-même, non seulement aux rebelles, mais à l'action des éléments les plus radicaux qui le composent. D'après d'autres renseignements qui nous parviennent, le gouvernement ne serait pas parti dans sa totalité et en fait le président du Conseil² et M. Alvarez del Vayo auraient été empêchés de se déplacer et seraient actuellement détenus de la F.A.I.³ *[sic]*. Ainsi agit le peuple vis-à-vis d'un Largo Caballero qui, de maçon qu'il était, arriva au pouvoir par le soutien des masses. D'autre part, la justice exige peut-être que périsse par la main de ceux-là mêmes, celui chez qui il fomenta la haine sociale *[sic]*. Madrid se trouve donc, alors que le canon tonne à ses portes, dans une situation quasi anarchique, dont les conséquences peuvent être très graves pour tous. Bien qu'on nous ait affirmé que la direction générale de sécurité subsiste, il semble que son directeur, un sinistre représentant du parti, ne soit plus ici. Ce serait, paraît-il, Margarita Nelken, la prophétesse communiste bien connue, qui dirigerait les affaires de la direction générale. Pour combien de temps, l'avenir le dira. Je crois, en effet, qu'à la réception de ce rapport les événements m'auront devancé et que je vous en aurai déjà rendu compte télégraphiquement.

Ce matin à la séance diplomatique⁴, il fut décidé en l'absence du gouvernement d'obtenir du gouverneur militaire actuel de la place de Madrid, le général Miaja, les assurances concernant notre sécurité. D'autre part, le doyen se mettra en rapport avec le collège des avocats pour obtenir au moins un appui moral dans les gestions à entreprendre. Une d'entre elles serait d'adoucir le sort des prisonniers qu'on menace d'emmener en otage (il y en a environ 10 000) à Valence. Un grand nombre d'officiers prisonniers auraient déjà été envoyés à Alcala de Henares.

[...]

Sur le progrès des opérations, je ne puis, avant le départ de ce courrier par avion français, que vous donner de brefs renseignements. Malgré l'émulation artificielle du gouvernement et de la presse, les milices ne manifestent qu'un enthousiasme

1. *Ministre des Affaires étrangères.*

2. *Largo Caballero.*

3. *Fédération anarchiste ibérique.*

4. *C'est-à-dire du corps diplomatique, que préside son doyen, l'Ambassadeur du Chili.*

7 NOVEMBRE 1936

913

bien faible pour une cause qu'on dit être du peuple. Leur attitude au front est paraît-il piteuse. On a vu des officiers les menacer du pistolet pour les faire avancer. D'autre part, les éléments radicaux poussent les gardes constitués, tels que les gardes d'assauts et la garde nationale républicaine à se mettre à l'avant, désireux qu'ils sont de les faire anéantir pour se protéger eux-mêmes. Beaucoup d'ailleurs passent quand ils le peuvent du côté rebelle. On soupçonne aussi l'action des fameux comités contre les gardes des Légations avec l'intention de les désarmer et de se débarrasser de ces éléments intéressants. Il y aurait des volumes à écrire sur les iniquités qui se commettent actuellement. On a toutefois l'impression qu'avec le départ du gouvernement, la résistance de Madrid, malgré les éléments extrêmes de la F.A.I. pourrait être moins grande qu'on craint, ce qui serait certainement à l'avantage de nous tous.